Ordre de méthode

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Direction générale de l'alimentation **Sous-direction des affaires sanitaires européennes et internationales** **251 rue de Vaugirard** **75 732 PARIS CEDEX 15** **0149554955**	**Instruction technique** **DGAL/SDASEI/2015-248** **13/03/2015**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 1

Objet : Importation dans les DOM de vitro-plants de bananier en provenance d'Afrique du Sud

Destinataires d'exécution
DAAF Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion

Résumé :

La convention entre le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, Direction générale de l'alimentation (DGAL), organisation nationale de la protection des végétaux française (ONPV FR), et le département agriculture, de la forêt et de la pêche, organisation nationale de la protection des végétaux Sud-Africaine (ONPV-ZA) a été signée respectivement le 12 janvier 2015 et le 28 janvier 2015 par l'ONPV-ZA et l'ONPV-FR.

Je vous informe qu'en application de cette convention et de l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif aux conditions d'entrée par dérogation de matériel végétal de bananiers dans les départements d'outre-mer, l'entreprise Du Roi Laboratory, Box 1147 LETSITELE 0880, est autorisée à exporter des vitro-plants dans les départements d'outre-mer.

Le Directeur Général Adjoint
Chef du service de la gouvernance et de l'international
dans les domaines sanitaire et alimentaire – CVO

Jean-Luc ANGOT

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORET

agriculture,
forestry & fisheries
Department:
Agriculture, Forestry and Fisheries
REPUBLIC OF SOUTH AFRICA

CONVENTION

ENTRE

LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT, DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ALIMENTATION (DGAL), ORGANISATION NATIONALE DE LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX FRANCAISE (ONPV FR)

ET

LE DEPARTEMENT AGRICULTURE, DE LA FORÊTET DE LA PÊCHE, ORGANISATION NATIONALE DE LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX SUD-AFRICAINE (ONPV ZA)

RELATIVE AU SUIVI DES ENTREPRISES PRODUISANT DES VITRO-PLANTS DE BANANIER A DESTINATION DES DEPARTEMENTS FRANÇAIS D'OUTRE-MER

Le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, Direction générale de l'alimentation (DGAL), ONPV FR et le Département Agriculture, Forêt et Pêche (Department for Agriculture, Forestry and Fisheries (DAFF), ONPV ZA, (ci-après dénommés "les Parties" et séparément comme "une partie") :

Considérant que l'introduction de matériel de multiplication de bananiers est interdite dans les départements français d'outre-mer par l'arrêté du 3 septembre 1990 relatif au contrôle sanitaire des végétaux modifié par l'arrêté du 3 décembre 1991,

Considérant que conformément à l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif aux conditions d'entrée par dérogation de matériel végétal de bananiers dans les départements français d'outre-mer, le Ministre en charge de l'agriculture peut accorder des dérogations dès lors que ce type de matériel répond à des normes phytosanitaires précisées par cahier des charges,

Considérant le cahier des charges de novembre 2007 relatif aux obligations incombant à l'établissement producteur de vitro-plants et/ ou de semences artificielles de bananiers pour l'entrée dans les départements français d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de Mayotte et de la Réunion,

Considérant qu'à partir de ce cahier des charges, l'organisation nationale de la protection des végétaux (ONPV) française a établi en liaison avec l'ONPV sud-africaine une procédure administrative et technique devant s'appliquer à toute entreprise sud-africaine souhaitant exporter vers les départements français d'outre-mer, ci-dessous dénommée « procédure administrative et technique, PROCEDURE Version N°.01 » signée par l'ONPV sud-africaine le 2 octobre 2012 ayant pour titre : Supervision des exportations de vitro-plants de bananier d'Afrique du Sud à destination des départements français d'outre-mer (Supervision over Export of in-vitro Banana plantlets from Republic of South Africa to French overseas Regions),

Considérant que la mise en œuvre de cette procédure est sous la responsabilité du Département de l'agriculture, de pêche et de la forêt (Department of Agriculture, Fisheries and Forestry - DAFF), ONPV sud-africaine, constitué de la Direction santé du végétal (Directorate Plant Health - DPH) et de la Direction des services d'inspection (Directorate Inspection Services - DIS),

Conviennent ce qui suit :

ARTICLE 1
Objet

La présente convention a pour l'objet de définir les relations devant être instaurées entre les services sud-africains et français de la protection des végétaux (ONPV FR et ONPV ZA) et concernant le suivi des entreprises sud-africaines exportant par dérogation des vitro-plants de bananiers à destination des départements français d'outre-mer.

ARTICLE 2
Exigences relatives à l'agrément des entreprises

(1) Seules les entreprises sud-africaines agréées conformément à la procédure administrative et technique PROCEDURE Version N .01 signée avec l'ONPV sud-africaine signée le 2 octobre 2012 et ayant préalablement fait l'objet d'une expertise par les autorités françaises sont par dérogation autorisées à exporter des vitro-plants de bananiers vers les départements français d'outre-mer.

(2) A compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt délivre les agréments aux entreprises qui souhaitent exporter des vitro-plants de bananier dans les départements français d'outre-mer, après avis de la mission d'experts désignés par de Ministère. Cette mission étudie au sein de chaque entreprise souhaitant exporter ce type de matériel :

(a) la filière d'approvisionnement en matériel génétique, incluant notamment les conditions d'élevage et l'examen des cultures de pieds-mères et de plantes candidates ;
(b) la filière de production (laboratoire de culture *in vitro*) :
(c) la filière de contrôle et de certification phytosanitaire de cet établissement, et
(d) les dispositifs de conditionnement et d'expédition.

(3) Des missions identiques à la mission d'agrément initial sont organisées chaque fois que le justifie l'évolution dans les méthodes de recherche ou dans la connaissance des maladies et de leur dissémination et au minimum tous les 3 ans.

ARTICLE 3
Exigences pour la mise en œuvre des procédures par l'ONPV sud-africaine

(1) L'ONPV sud-africaine est chargée de la mise en œuvre de la procédure administrative et technique PROCEDURE Version N .01 et de sa bonne exécution par les entreprises sud-africaines.

(2) En début de chaque année l'ONPV sud-africaine adresse à la DGAL la liste des entreprises (raison sociale, adresse, tél.) qui s'engagent à respecter cette procédure.

(3) En fin d'année l'ONPV sud-africaine adresse à la DGAL un bilan comprenant les éléments suivants :

(a) la photographie des parcelles les situant au sein de la plantation et montrant leur environnement ;
(b) le plan des sous-parcelles de prélèvements ;
(c) Les périodes de prospection phytosanitaires des pieds-mères et des prélèvements des échantillons ;
(d) les méthodes de testage utilisées ;

(e) les laboratoires qui ont analysé les échantillons ;
(f) Les laboratoires qui réalisent les tests officiels avant la mise en production des méristèmes ou explants et les résultats de ces tests, et
(g) Un compte-rendu de la situation phytosanitaire de la production bananière sud-africaine et des autres musacées cultivées.

(4) Tout changement de la procédure administrative et technique PROCEDURE Version N°.01 par l'ONPV sud-africaine est soumis au préalable à l'approbation de la DGAL.

ARTICLE 4
Notification de non-respect par les entreprises agréées par l'ONPV sud-africaine

(1) Dès lors qu'une des entreprises agréées ne remplit pas un des points de la procédure l'ONPV sud-africaine en avise immédiatement la DGAL. En tout état de cause les exportations en provenance de l'entreprise concernée doivent être immédiatement suspendues.

(2) La DGAL convient en liaison avec l'ONPV sud-africaine des mesures devant être prises et du délai de la mise en conformité permettant la reprise des exportations.

ARTICLE 5
Notification par la DGAL

(1) La DGAL s'engage à prévenir dans les meilleurs délais l'ONPV sud-africaine de tout problème rencontré soit lors des contrôles lors de l'introduction soit lors de la mise en culture.

(2) Ces contacts officiels ont pour objet de définir les mesures ou dispositions complémentaires à prendre pour gérer au mieux l'incident administratif ou technique.

(3) Les services phytosanitaires sud-africains et français se communiquent respectivement les noms et coordonnées des personnes chargées d'examiner au plan technique les difficultés rencontrées.

(4) Si les circonstances le nécessitent, les autorités françaises se réservent la possibilité en coordination avec l'ONPV sud-africaine de procéder à une expertise spécifique de l'entreprise agréée concernée.

ARTICLE 6
Amendement

(1) L'ONPV sud-africaine doit préparer et soumettre à la DGAL un rapport annuel sur les conditions dans lesquelles l'accord est appliqué. Selon le rapport, la présente convention pourra être modifiée par consentement mutuel des deux parties.

(2) Aucune modification ou altération de la présente convention ne doit être faite sans avoir été écrite et cosignée par les deux parties.

ARTICLE 7

Règlement de différends

Tout différend entre les deux parties découlant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention doit être réglé à l'amiable par voie de consultation ou de négociation entre les deux parties au différend.

ARTICLE 8
Entrée en vigueur, durée et dénonciation

(1) La présente convention entrera en vigueur à la date de sa signature.

(2) La présente convention est renouvelée par tacite reconduction, sauf si l'une des parties la dénonce moyennant un préavis écrit de six mois à l'avance par la voie diplomatique.

(3) La rupture de cette convention n'affecte pas la réalisation de toute obligation non remplie au moment de sa dénonciation, sauf accord contraire par écrit par les deux parties.

(4) Le non-respect des termes de la présente convention peut entraîner la suspension temporaire ou définitive par la DGAL de l'importation des vitro-plants de bananier dans les départements français d'outre-mer.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leur Département/Ministère respectifs, ont signé la présente convention en double exemplaire en langue française et anglaise, les deux textes faisant également foi. En cas d'éventuelles divergences d'interprétation, seul le texte en français fera foi.

ARTICLE 9

Cette convention ne constitue pas un accord international au sens de la Convention de Vienne sur le droit des traités, 1969.

Pour le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

Mme Emmanuelle SOUBEYRAN
Chef de l'ONPV française
Chef du Service des actions sanitaire en production primaire (SASPP)

Date : 28 janvier 2015

Pour le Département sud-africain de l'agriculture, de la forêt et de la pêche
(South African Department of Agriculture, Forestry and Fisheries)

EDITH VRIES
DIRECTOR-GENERAL

Date : 12 JANUARY 2015

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORET

agriculture,
forestry & fisheries
Department:
Agriculture, Forestry and Fisheries
REPUBLIC OF SOUTH AFRICA

AGREEMENT

BETWEEN

MINISTRY FOR AGRICULTURE, FOOD AND FORESTRY, DIRECTORATE GENERAL FOR FOOD (DGAL), FRENCH NATIONAL PLANT PROTECTION ORGANIZATION (NPPO FR)

AND

DEPARTMENT OF AGRICULTURE, FORESTRY AND FISHERIES (DAFF), SOUTH AFRICAN NATIONAL PLANT PROTECTION ORGANIZATION (NPPOZA)

CONCERNING THE SUPERVISION OF COMPANIES PRODUCING *IN VITRO* BANANA PLANTLETS INTENDED FOR FRENCH OVERSEAS DEPARTMENTS

The French Ministry for Agriculture, Food and Forestry, Directorate General for Food (DGAL), NPPO FR and the South African Department of Agriculture, Forestry and Fisheries (DAFF), NPPOZA, (hereafter referred to as "the Parties" and separately as "a Party");

CONSIDERING that the introduction of material for the propagation of banana trees is prohibited in French overseas departments by the Decree of September 3, 1990 concerning the control of plant health, modified by the Decree dated December 3, 1991;

CONSIDERING that in accordance with the Decree of October 17, 1995 concerning the entry conditions by dispensation of banana tree materials into French overseas departments, the French Ministry of Agriculture, Food and Forestry may grant dispensation whenever this type of material complies with the phytosanitary standards indicated in the specifications;

CONSIDERING the November 2007 specifications concerning the obligations of the company producing *in vitro* banana plants and artificial banana tree seeds for entry into the French overseas departments of Guadeloupe, Guiana, Martinique, Mayotte and Réunion;

CONSIDERING that based on those specifications, in conjunction with the South African National Plant Protection Organization (NPPOZA), the French National Plant Protection Organization (NPPO FR), has established an administrative and technical procedure applicable to all South African companies wishing to export to French overseas departments, hereafter referred to as the Supervision over Export of *in vitro* Banana plantlets from Republic of South Africa to French overseas Regions, PROCEDURE, Version Nº.01 signed by the NPPOZA on 2 October 2012;

CONSIDERING that the Department of Agriculture, Forestry and Fisheries (DAFF), NPPOZA which includes the Directorate Plant Health (DPH) and Directorate Inspection Services (DIS), are responsible for implementing this procedure;

HEREBY DECLARE as follows:

PARAGRAPH 1
Purpose

The purpose of this Agreement is to define the relations to be established between the National Plant Protection Organisation of France (NPPO FR) and the National Plant Protection Organisation of South Africa (NPPOZA) concerning the supervision of South African companies exporting, by dispensation, *in vitro* banana plants to French overseas departments.

PARAGRAPH 2
Requirements for the Accreditation of Companies

(1) Only accredited South African companies in compliance with the administrative and technical procedure Version Nº. 01 signed by the NPPOZA on 2 October 2012 and having previously been audited by the French authorities, are authorized by dispensation to export *in vitro* banana plants to French overseas departments.

(2) From the entry force of this Agreement, the French Ministry of Agriculture, Food and Forestry, after receiving the opinion of the team of experts designated by the said Ministry, issues the accreditation to the companies intending to export *in vitro* banana plants to French overseas departments. This team of experts will study the following within each company intending tp export such plant materials:

(a) the procurement chain of genetic materials, including in particular the conditions for breeding and examining crops of both parent plants and candidate plants;
(b) the production chain (laboratory for *in vitro* culture);
(c) the phytosanitary control and certification chain of the company; and
(d) the packaging and shipping facilities.

(3) Teams identical to the initial accreditation team referred to in paragraph 3(2) will be organised at least every three years whenever justified by changes in research methods or in the knowledge of diseases and their dissemination.

PARAGRAPH 3
Requirements for Implementation of Procedures by NPPOZA

(1) The NPPOZA will be responsible for implementing the administrative and technical procedure, Version Nº. 01 and for its application by the South African companies.

(2) At the beginning of each year, the NPPOZA shall send the DGAL a list of the companies (including the company name, address, and phone number) that undertake to follow this procedure.

(3) At the end of each year, the NPPOZA will send the DGAL a report containing the following information:

(a) Photographs of the plots showing their location on the plantation and their environment;
(b) a map of the sub-plots for sampling;
(c) the phytosanitary prospection periods for the parent plants and the taking of samples;

(d) the test methods used;
(e) the laboratories that analysed the samples;
(f) the laboratories that performed the official tests prior to starting production of the meristems or explants and the results of those tests; and
(g) a report on the phytosanitary situation concerning South African banana production and other musaceous plants grown.

(4) Any changes made by the NPPOZA to the administrative and technical procedure Version Nº. 01 shall be subject to prior approval by the DGAL.

PARAGRAPH 4
Notification by NPPOZA of Non-compliance by Accredited Companies

(1) If any of the accredited companies does not comply with one of the points in the procedure, the NPPOZA will immediately notify the DGAL and exports from the company in question shall be suspended immediately.

(2) The DGAL in conjunction with the NPPOZA will agree to measures to be taken in respect on non-compliance, including agreeing on a period of time within which the accredited company shall comply with the procedure in order for exports to resume. .

PARAGRAPH 5
Notification by DGAL

(1) The DGAL undertakes to as soon as possible, inform the NPPOZA of any problems encountered, either during introductory controls or when starting cultivation.

(2) The purpose of these official contacts is to define any additional measures to be taken to optimally manage the administrative or technical incident.

(3) The South African and French phytosanitary services will provide one another with the names and contact details of the people appointed to carry out a technical examination of the problems encountered.

(4) The DGAL reserves the right, in coordination with the NPPOZA, to perform a specific expert appraisal of the accredited company in question.

PARAGRAPH 6
Amendment

(1) NPPOZA will prepare and submit to the DGAL an annual report concerning the conditions under which this Agreement is applied. Depending on the report, this Agreement may be amended by mutual consent of the Parties.

(2) No amendment, variation or alteration of this Agreement will be of force and effect unless reduced to writing and signed by the Parties.

PARAGRAPH 7
Settlement of Disputes

Any dispute between the Parties arising out of the interpretation or implementation of this Agreement shall be settled amicably through consultation or negotiation between the Parties to the dispute.

PARAGRAPH 8
Entry into Force, Duration and Termination

(1) This Agreement shall enter into force on the date of signature thereof.

(2) This Agreement shall remain in force for an indefinite period unless terminated by either Party by giving six months' written notice in advance through the diplomatic channel of its intention to terminate the Agreement.

(3) The termination of this Agreement shall not affect the completion of any unfulfilled obligation at the moment of its termination, unless otherwise agreed upon in writing by the Parties.

(4) Non-compliance with the terms of this Agreement may result in the temporary or definitive suspension by the DGAL of the import of *in vitro* banana plants into French overseas departments.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized by their respective Departments/ Ministries have signed and sealed this Agreement in duplicate in the English and French languages, both texts being equally authentic. In case of diversion of interpretation the French text shall prevail.

PARAGRAPH 9

This Agreement of intent does not amount to an International Agreement as envisaged by the Vienna Convention on the law of Treaties, 1969.

French Ministry for Agriculture, Food and Forestry

SOUBEYRAN Emmanuelle
Chef de service
Name and Title

Date: 28 janvier 2015

South African Department of Agriculture, Forestry and Fisheries

EDITH VRIES
DIRECTOR-GENERAL
Name and Title

Date: 12 JANUARY 2015